



Dwight Eisenhower en campagne. Les franco-britanniques comptaient sur une non-intervention du Président américain, trop occupé par la campagne pour sa réélection.
(© Eisenhower Foundation)

La dénouement de la crise

Paris et Londres désavoués

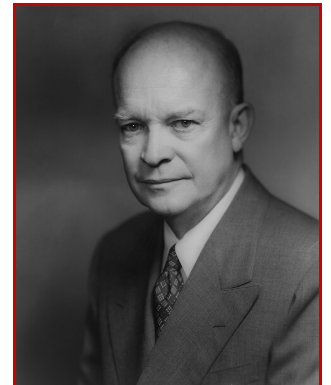
Alors que l'intervention franco-britannique est en cours, l'Union Soviétique menace de recourir à l'arme nucléaire pour faire cesser le conflit. Les Etats-Unis, très réticents à cette guerre, font pression principalement sur le Royaume-Uni pour mettre fin aux hostilités.

Les deux ex-puissances sont obligées de se plier au diktat commun des rivaux américain et soviétique.

La position américaine

Déclaration d'Eisenhower le 2 novembre 1956 :

"Le gouvernement des Etats-Unis croit qu'il est possible par des moyens pacifiques de parvenir à une solution qui rétablirait les conditions de l'armistice entre l'Egypte et Israël, de même qu'à un règlement équitable du problème du canal de Suez (...). Cette action a été la conséquence d'une erreur (...). Nous n'acceptons pas l'usage de la force comme un moyen sage et approprié pour le règlement des conflits internationaux (...). Les Etats-Unis n'ont été consultés en aucune façon à propos d'aucune phase des actions ainsi engagées (...) et ils n'en avaient pas été informés à l'avance."



Dwight Eisenhower

La menace soviétique

Lettre du maréchal Boulganine, président du Conseil des Ministres soviétique, à Guy Mollet et Anthony Eden le 5 novembre 1956 :

"Je dois vous déclarer que la guerre que la France et l'Angleterre, utilisant Israël, ont déclenchée contre l'Etat égyptien, est grosse de conséquences extrêmement dangereuses pour la paix générale.

La majorité écrasante des Etats membres de l'O.N.U. s'est prononcée pour un arrêt immédiat des hostilités et le retrait des troupes étrangères. Néanmoins, les opérations militaires en Egypte ne cessent de s'étendre. Les villes et les villages égyptiens sont soumis à des bombardements barbares. Le sang d'hommes totalement innocents est répandu (...).

Le gouvernement soviétique est pleinement résolu à recourir à l'emploi de la force pour écraser les agresseurs et rétablir la paix en Orient."



Nikolai Boulganine

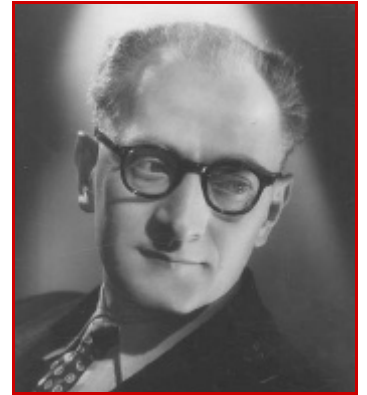
La France et la Grande-Bretagne reculent

Réponse de Guy Mollet, au maréchal Boulganine, le 7 novembre 1956 :

"... Je suis autant que vous conscient des risques graves que comporte le recours à la force dans le monde actuel. Autant que vous, je suis désireux que le monde retrouve la paix à laquelle il aspire..."

Je doute que le gouvernement soviétique ait toute l'autorité voulue pour s'apitoyer sur le « sang innocent », alors que, du fait du même gouvernement, ce sang est répandu en Hongrie..."

Les opérations que nous avons été contraints d'entreprendre ne sont pas des opérations de guerre contre l'Egypte. Elles sont destinées uniquement, à remédier à certains aspects de l'état d'insécurité permanent qui s'est établi au Proche-Orient, en raison notamment des encouragements donnés par certains gouvernements, dont le vôtre, au gouvernement égyptien."

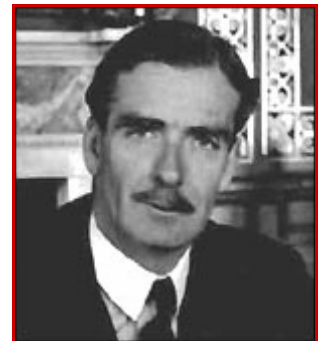


Guy Mollet

Réponse du gouvernement britannique à la note du gouvernement soviétique du 5 novembre :

"Si votre gouvernement appuie les propositions de constituer une force internationale dont le rôle consistera à empêcher la reprise des hostilités entre Israël et l'Egypte, à assurer le repli des troupes israéliennes, à prendre les mesures nécessaires pour déblayer les obstructions et rétablir la circulation dans le canal de Suez et à faciliter la solution des problèmes de cette région, il apportera ainsi à la paix une contribution dont nous serons heureux."

Notre objectif est de trouver un règlement pacifique et non d'engager une controverse avec vous. Je ne puis cependant laisser passer sans y répondre les accusations injustifiées que contient votre message. Vous nous accusez de faire la guerre contre l'indépendance nationale des pays du Proche et du Moyen-Orient. Nous avons déjà démontré l'absurdité d'une telle allégation en nous déclarant prêts à accepter d'être relevés par les Nations Unies dans la tâche matérielle de maintenir la paix en cette région."



Anthony Eden

Sources :

Cliotexte - <http://hypo.ge-dip.etat-ge.ch/www/cliotexte/>

Sites de la Présidence américaine, du cabinet du Premier Ministre français et du *Foreign Office* britannique.